

[Important note: The following convenience translation is based on a machine translation. It has been prepared for information purposes. The machine translation has not been reviewed by Allianz. We do not assume any liability, either expressly or tacitly, for the preciseness, completeness or correctness of the translation. In case of deviations between the original text and this translation, the original text will be binding.]

RAPPORT SUR LES FUSIONS TRANSFRONTALIÈRES

préparé par

AP SOLUTIONS GMBH

Entité réceptrice

concernant la fusion par absorption de

**AWP HELLAS ANONYMI ETAIREIA MESITES ASFALISEON, ODIKIS VOITHEIAS
KAI PAROCHIS YPIRESION**

(AVEC LE TITRE DISTINCTIF : AWP BROKERS & SERVICES HELLAS S.A.)

Entité transférante

9 avril 2025

Contenu

1.	Parties et aperçu des opérations envisagées	1
1.1	À propos de l'entité transférante	1
1.2	À propos de l'entité destinataire	2
1.3	À propos d'Allianz Partners Deutschland GmbH	2
1.4	Aperçu des opérations prévues	3
2.	Section générale : Effets de la fusion sur les activités futures des entreprises et de leurs filiales.....	3
2.1	Objet de la fusion et de la fusion subséquente	3
2.1.1	Objet : Création d'une unité de service européenne.....	4
2.1.2	Jalons : Fusion et fusion ultérieure	4
2.2	Effets sur les activités commerciales des parties et d'APD et répartition future prévue des activités commerciales	4
2.3	Effets sur les activités des filiales des parties	6
2.4	Calendrier prévu pour la fusion	6
3.	Section spécifique aux employés.....	7
3.1	Effets de la fusion sur les relations de travail des employés des parties	7
3.1.1	Effets de la Fusion sur les relations de travail existant précédemment au sein de l'Entité transférante et sur les conditions d'emploi applicables	7
3.1.2	Effets de la fusion sur les relations de travail existant déjà au sein de l'absorbante entité et sur les conditions d'emploi applicables	8
3.2	Effets de la fusion ultérieure sur les relations de travail des employés des parties et sur les conditions d'emploi applicables	8
3.3	Pas de changements significatifs dans la localisation des succursales et des activités commerciales des parties	9
3.4	Effets de la fusion et de la fusion ultérieure sur les relations de travail, les conditions d'emploi et les sites des filiales des parties et d'APD.....	9
4.	Questions et commentaires.....	10

Préambule

Dans le cadre d'une réorganisation interne au groupe Allianz Partners, il est prévu que "AWP HELLAS ANONYMI ETAIREIA MESITES ASFALISEON, ODIKIS VOITHEIAS KAI PAROCHIS YPIRESION", avec le titre distinctif "AWP Brokers & Services Hellas S.A.", (l'"**Entité transférante**") sera fusionnée avec AP Solutions GmbH (l'"**Entité réceptrice**") (ensemble, les "**Parties**" et chacune d'elles une "**Partie**"). Cette fusion intragroupe doit être mise en œuvre dans le cadre du droit des sociétés par le biais d'une fusion transfrontalière intra-européenne par absorption (la "**Fusion**"). La Fusion entraînera un transfert de l'ensemble des actifs et passifs de l'Entité transférante à l'Entité bénéficiaire. La Fusion est mise en œuvre en Grèce conformément à la loi grecque n° 4601/2019 sur les transformations d'entreprises telle qu'amendée par la loi grecque n° 5055/2023 et plus particulièrement en vertu des articles 53α - 53ιγ, 7-21 et 30-38 de la loi susmentionnée (la "**Loi grecque sur la Fusion**"), et la loi grecque n° 5162/2024 et plus particulièrement les articles 47 - 51, 53 par. 1b, 56, 58 et 59 (la "**loi 5162/2024**") et en Allemagne conformément aux dispositions de la première partie du livre six (articles 305 à 318) de la loi allemande sur la transformation (*Umwandlungsgesetz - UmwG*) (l'"**UmwG**").

En vertu du droit allemand, l'Entité cessionnaire est tenue, conformément aux articles 309 (1), (2), (3) et (5) et 310 (1) UmwG, de mettre à la disposition des organes de représentation des salariés compétents et des salariés non représentés par un organe de représentation des salariés compétent de l'Entité cessionnaire un rapport de fusion par voie électronique, ainsi qu'un projet de plan de fusion. Ce rapport de fusion, ainsi que le projet de plan de fusion, sont également mis à la disposition des employés de l'Entité transférante.

Nous, directeurs généraux de l'entité destinataire, sommes heureux de remplir l'obligation susmentionnée. Plus précisément, conformément à l'article 309 de l'UmwG, nous aimerions utiliser ce rapport aux employés pour expliquer et justifier les points énumérés ci-dessous :

- (i) Les effets de la fusion sur les activités futures des parties et de leurs filiales.
- (ii) Les effets de la fusion sur les relations de travail et, le cas échéant, les mesures visant à garantir ces relations de travail.
- (iii) Tout changement significatif dans les conditions d'emploi applicables ou dans la localisation des parties et/ou de leurs succursales.
- (iv) Les effets des facteurs visés aux points 2 et 3 ci-dessus sur les éventuelles filiales des entreprises concernées par la fusion.

Il est également prévu que l'Entité bénéficiaire soit fusionnée avec Allianz Partners Deutschland GmbH dès possible après la réalisation de la Fusion (la "**Fusion subséquente**"). Il est prévu que la Fusion et la Fusion subséquente soient réalisées à la même date. Par conséquent, dans un souci de transparence, le présent rapport contient également des explications sur les effets attendus de cette subséquente.

1. PARTIES ET APERÇU DES OPÉRATIONS ENVISAGÉES

Cette section contient des informations sur l'Entité transférante, l'Entité réceptrice et Allianz Partners Deutschland GmbH, ainsi qu'un bref aperçu des transactions prévues.

1.1 À propos de l'entité transférante

L'entité transférante, "AWP HELLAS ANONYMI ETAIREIA MESITES ASFALISEON, ODIKIS VOITHEIAS KAI PAROCHIS YPIRESION " avec le titre distinctif "AWP Brokers & Services

Hellas S.A.", est une société anonyme de droit grec, inscrite au Registre général grec du commerce (GEMI) sous le numéro 124192201000 et ayant son siège social au 10 Premetis Street, 17342, Agios Dimitrios, Attica, Grèce. L'entité transférante est légalement représentée par son conseil d'administration.

L'Entité transférante comptait 297 employés en Grèce au 28 février 2025. On s'attend à ce que le nombre de salariés ne change pas de manière significative d'ici à ce que la Fusion devienne effective.

Il n'y a pas de comité d'entreprise ni d'organe de représentation des salariés au sein de l'Entité transférante. L'Entité transférante est une filiale indirecte à 100 % d'Allianz SE. Allianz SE dispose d'un comité d'entreprise européen.

L'Entité transférante n'a pas de conseil de surveillance codéterminé par les employés.

1.2 À propos de l'entité destinataire

L'autre partie à la fusion est l'entité recevante, AP Solutions GmbH, une société à responsabilité limitée (*Gesellschaft mit beschränkter Haftung*) de droit allemand, dont le siège social est situé à Munich, en Allemagne, et dont le siège social se trouve à Königinstraße 28, 80802 Munich, en Allemagne. L'entité réceptrice est inscrite au registre du commerce du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 177695. L'entité requise est légalement représentée par ses généraux, M. Laurent Floquet, M. Jacob Fuest, Mme Beatriz Corti Stuber et Mme Clara Silvestri.

L'Entité destinataire a une succursale établie en Grèce sous la dénomination sociale "AP Solutions GmbH Foreign Branch", enregistrée au Registre général grec du commerce (GEMI) sous le numéro 181314603001 (la "**succursale grecque de l'Entité destinataire**").

L'entité cessionnaire employait 327 salariés au 28 février 2025 en Allemagne et aucun salarié en Grèce. Au total, l'Entité Recevante employait 3.413 salariés au 28 février 2025. On s'attend à ce que le nombre de salariés en Allemagne ne change pas de manière significative au moment où la Fusion deviendra effective.

L'entité réceptrice est détenue à 100 % par Allianz Partners SAS et est également une filiale indirecte à 100 % d'Allianz SE. Outre le comité d'entreprise européen susmentionné, Allianz SE dispose d'un comité d'entreprise de groupe (*Konzernbetriebsrat*). Il n'y a pas de comité d'entreprise local pour les salariés actuellement employés par l'entité d'accueil en Allemagne. Des comités d'entreprise locaux et d'autres organes de représentation du personnel existent au niveau des succursales de l'entité réceptrice en France, en Italie, en Espagne et au Portugal.

L'entité réceptrice n'a pas de conseil de surveillance.

1.3 À propos d'Allianz Partners Deutschland GmbH

Allianz Partners Deutschland GmbH (**APD**) est une société à responsabilité limitée de droit allemand, dont le siège social est situé à Aschheim, en Allemagne, et dont le siège social est situé Bahnhofstraße 16, 85609 Aschheim, en Allemagne. APD est inscrite au registre du commerce

du tribunal local de Munich sous le numéro HRB 125610. APD est représentée légalement par ses directeurs généraux, MM. Carsten Staat et Matthias Menke.

APD a une succursale en Grèce sous la dénomination sociale "Allianz Partners Deutschland GmbH Foreign Branch" enregistrée au registre général du commerce grec (GEMI) sous le numéro 181297503001 (la "**succursale grecque d'APD**").

APD employait 681 salariés au 28 février 2025 en Allemagne et aucun salarié en Grèce. Au total, APD employait 756 personnes au 28 février 2025.

APD est une filiale indirecte à 100 % d'Allianz SE. Par conséquent, le comité d'entreprise européen et le comité d'entreprise du groupe sont également responsables d'APD. En outre, APD dispose d'un comité d'entreprise général (*Gesamtbetriebsrat*) et de comités d'entreprise locaux en Allemagne, ainsi que d'un comité d'entreprise aux Pays-Bas.

APD est en train de mettre en place un conseil de surveillance, qui comprendra un tiers de représentants des travailleurs.

1.4 Aperçu des opérations prévues

Il est envisagé que l'Entité transférante et toutes ses activités soient fusionnées avec l'Entité réceptrice. Il est donc prévu que tous les actifs et passifs de l'Entité transférante soient transférés à l'Entité réceptrice. À la suite de la fusion, l'Entité transférante cessera d'exister.

La fusion de l'Entité transférante, constituée selon le grec, avec l'Entité bénéficiaire, constituée selon le droit allemand, conduit à une fusion transfrontalière intra-européenne. La base juridique de cette fusion transfrontalière est définie notamment par les articles 305 et suivants de l'UmwG et par la loi grecque sur la fusion. UmwG, ainsi que dans la loi grecque sur les fusions et la loi n° 5162/2024.

Après la réalisation de cette Fusion, l'Entité Bénéficiaire, ainsi que les actifs et les passifs de l'Entité Transférante (à l'époque), seront fusionnés dans APD par le biais d'une fusion nationale allemande. L'Entité réceptrice cessera alors également d'exister. Il est prévu de réaliser la Fusion subséquente après la Fusion, mais à la même date.

Il est prévu qu'après la Fusion subséquente, APD poursuivra les activités commerciales respectives de l'Entité transférante et de l'Entité bénéficiaire avec les employés respectifs affectés à ces activités commerciales.

2. SECTION GÉNÉRALE : EFFETS DE LA FUSION SUR LES ACTIVITÉS FUTURES DES ENTREPRISES ET DE LEURS FILIALES

Dans cette section générale, entre , les effets de la fusion et de la fusion ultérieure sur les activités futures des parties, de leurs filiales et d'APD sont présentés et expliqués.

2.1 Objet de la fusion et de la fusion ultérieure

Il est prévu que les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners soient regroupées en une seule entité juridique basée en Allemagne. La fusion et la fusion subséquente sont destinées à contribuer à cet objectif.

2.1.1 Objet : Création d'une unité de service européenne

Il est prévu de fusionner les sociétés de services européennes du groupe Allianz Partners, auxquelles appartiennent l'entité transférante et l'entité réceptrice, en une seule entité juridique basée en Allemagne. Il est prévu qu'APD soit cette entité juridique unique, qui gèrera les activités de service locales par le biais de succursales.

En fusionnant ses sociétés de services en une seule société, le groupe Allianz Partners vise à simplifier son organisation juridique. Le regroupement des sociétés de services doit uniquement conduire à une rationalisation au niveau de l'entreprise. Il n'est pas prévu de restreindre ou de modifier de manière significative les activités et la stratégie commerciale du groupe Allianz Partners.

Afin d'atteindre l'objectif de création d'une unité de service européenne, plusieurs fusions transfrontalières et défaisances transfrontalières au sein de l'entité réceptrice ont eu lieu en 2023 et 2024.

En outre, plusieurs autres transactions - comparables - devraient être réalisées en parallèle en 2025. Plus précisément, les activités de service de plusieurs entités du groupe Allianz Partners basées dans l'Union européenne doivent être transférées à l'entité bénéficiaire. Une fois ces fusions européennes achevées, il est prévu que l'entité bénéficiaire soit fusionnée avec APD.

Il n'est pas prévu de mesures de réduction du personnel, de changements opérationnels, de transferts ou de restructurations dans le cadre de ces transactions. Cela signifie également que le nombre d'employés travaillant pour l'entité bénéficiaire, par l'intermédiaire des succursales concernées, augmentera en conséquence. Il n'est pas prévu que le nombre d'employés de l'entité recevante travaillant en Allemagne change, étant donné que tous les employés qui sont transférés à l'entité recevante dans le cadre des transactions susmentionnées resteront employés à leur lieu de travail actuel respectif en dehors de l'Allemagne.

2.1.2 Jalons : Fusion et fusion ultérieure

Tant l'Entité transférante que l'Entité bénéficiaire sont des sociétés de services groupe Allianz Partners. La Fusion et la Fusion subséquente poursuivent l'objectif décrit au **point 2.1.1**.

2.2 Effets sur les activités commerciales des parties et d'APD et répartition future prévue des activités commerciales

L'ensemble des activités de l'Entité transférante sera transféré à l'Entité bénéficiaire et, dès que possible après la réalisation de la Fusion, à APD par le biais de la Fusion subséquente. Par conséquent, après la Fusion subséquente, APD reprendra, entre autres, les activités de l'Entité transférante énumérées ci-dessous et les exploitera par l'intermédiaire de la succursale grecque d'APD :

- La conduite et la fourniture de tous types d'activités et de services d'intermédiation en assurance et en réassurance, comprenant notamment l'étude et l'analyse de marché, la présentation et la proposition de solutions de couverture d'assurance pour répondre aux besoins de ses clients, la facilitation de la sélection et de la formation de contrats d'assurance appropriés, en échange d'une rémunération. L'intermédiation en assurance pour le compte de compagnies d'assurance, moyennant une commission versée par ces dernières, afin de mettre en contact des assurés ou des réassurés avec des compagnies d'assurance ou de réassurance. L'exécution de toutes les actions préparatoires nécessaires

L'examen et la gestion des questions d'assurance et l'exécution de tous types d'études s'y rapportant, ainsi que l'application de méthodes de vente modernes. L'examen et la gestion des questions d'assurance et l'exécution de tous les types de recherche qui s'y rapportent. Le développement de collaborations avec des tiers qu'elle peut sélectionner, former et superviser et l'exercice de toute autre activité connexe conforme à ses objectifs susmentionnés.

- La fourniture de services d'assistance routière aux véhicules, conformément aux procédures, réglementations, termes et restrictions de la législation grecque et la gestion incidents d'assistance routière, de voyage, médicale et technique générale, la gestion et l'organisation des transports sanitaires secondaires et la fourniture de services de gestion des relations avec la clientèle (CRM).
- L'installation et l'exploitation de tout type d'équipement électronique ou autre, de bases de données ou de centres d'appel, soit pour soutenir les services et produits fournis ou offerts par ces derniers, soit pour développer d'autres services ou offrir de nouveaux produits, soit pour soutenir des services de contenu audiovisuel.
- Le développement d'un réseau pour la gestion et le service de ses abonnés. Le développement, par tout moyen ou combinaison de méthodes, d'un réseau de vente de ses services et de collecte d'abonnements. La fourniture à des tiers de services de gestion de réseaux et de services de sous-titres, ainsi que de réseaux de vente, de facturation et de collecte d'abonnements. Le développement et la fourniture de services à ses abonnés ou non-abonnés ou à d'autres sociétés, dont l'utilisation nécessite l'exploitation d'un réseau de gestion et de service aux abonnés et d'un réseau de vente, de facturation et de collecte d'abonnements.
- la fourniture de services de savoir-faire et de conseils de toute nature et de toute description en rapport avec ses activités.
- La location, dans le cadre autorisé par la loi, de véhicules de tous types, ainsi que l'exercice de toute activité liée à l'entretien, au fonctionnement et à l'exploitation de ses véhicules. La location et la vente de machines de tous types, d'outils, de pièces détachées, ainsi que d'équipements mécaniques, électroniques et autres pour répondre aux besoins de ses clients et abonnés. L'importation, l'exportation, la distribution et l'exploitation de tous types de composants et de pièces détachées pour tous types de véhicules.
- La fourniture de tous les types de services liés à la gestion de la flotte d'entreprise, à la gestion des programmes d'assurance pour les extensions de garantie, à la gestion des réclamations en responsabilité civile, à la gestion des réclamations en assurance, à la préparation d'études, de rapports techniques et de rapports dévaluation connexes, ainsi qu'à l'exécution de travaux consultatifs ou non consultatifs connexes ou similaires (impliquant principalement l'enregistrement et l'évaluation), pour son propre compte ou pour le compte de personnes physiques ou morales ou d'organisations.

, cela signifie que l'ensemble des activités commerciales de 'Entité transférante sera à l'avenir exploité par APD par l'intermédiaire de la succursale grecque d'APD et qu'aucun changement n'est prévu à la suite de la Fusion ou de la Fusion subséquente. Dans la période entre Fusion et la Fusion subséquente, l'Entité bénéficiaire poursuivra l'ensemble des activités commerciales de l'Entité transférante par l'intermédiaire de la succursale grecque de l'Entité bénéficiaire.

Après la réalisation de la Fusion subséquente, APD poursuivra toutes les activités commerciales de l'Entité bénéficiaire en même temps que les activités commerciales déjà exercées par APD. APD continuera donc, entre autres, à exercer les activités de l'Entité Bénéficiaire énumérées ci-dessous :

- Fourniture, centralisation et coordination de services, conseils et assistance technique (notamment dans les suivants : assistance à l'activité opérationnelle, juridique, innovation, audit, compliance, ressources humaines, marketing, communication, politique informatique, gestion des risques, etc.) au profit des entités du groupe Allianz Partners ;
- La négociation et la conclusion de partenariats commerciaux et, en particulier, l'exécution d'accords-cadres avec des clients du groupe Allianz Partners et des prestataires de services d'assistance en Allemagne et dans le monde, la gestion de la relation commerciale globale avec les partenaires commerciaux du groupe Allianz Partners distribuant les produits et services offerts par les entités du groupe Allianz Partners ;
- Définition des caractéristiques des produits et services commercialisés par les entités du groupe Allianz Partners en Allemagne et dans le monde.

Les activités commerciales de l'Entité transférante et les activités commerciales précédemment exercées par les succursales de l'Entité bénéficiaire seront poursuivies par APD par le biais de ses succursales dans les pays respectifs avec les employés affectés à ces activités commerciales. Les activités commerciales de l'Entité réceptrice en Allemagne seront poursuivies par APD avec les employés affectés à ces activités commerciales.

2.3 Effets sur les activités des filiales des parties

L'entité transférante n'a pas de filiales.

L'Entité transférante est une filiale de l'Entité bénéficiaire. La Fusion et la Fusion subséquente ont les effets décrits sur les activités commerciales de l'Entité transférante. L'Entité bénéficiaire a une deuxième filiale, Neoasistencia Manoterias, S.L.U. (Espagne). La Fusion n'a pas d'effets sur les activités de cette filiale. Toutefois, il est prévu que Neoasistencia Manoterias, S.L.U. soit également fusionnée dans l'Entité bénéficiaire parallèlement à la présente Fusion. Il est donc prévu que toutes les activités commerciales de Neoasistencia Manoterias, S.L.U., soient également transférées à APD dans le cadre de la Fusion subséquente.

APD a deux filiales, RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH. Il n'est pas prévu que les activités commerciales de ces filiales soient affectées par la fusion ou la fusion subséquente.

2.4 Calendrier prévu pour la fusion

La Fusion devient effective conformément à l'article 305 (1) en conjonction avec l'article 20 (1) no. 1 UmwG dès l'inscription au registre du commerce du Tribunal local de Munich responsable de l'Entité réceptrice (la "**Date de réalisation**"). Dès l'inscription de la Fusion au registre du commerce du Tribunal local de Munich compétent pour l'Entité réceptrice, l'Entité cédante cessera d'exister, son patrimoine sera transféré à l'Entité réceptrice dans son intégralité, sans liquidation, et ses actions seront annulées.

La fusion subséquente prend effet, conformément à l'article 20 (1) no. 1 UmwG, dès son inscription au registre du commerce du tribunal local de Munich responsable d'APD. Il est prévu que l'inscription ait lieu à la date d'exécution. Dès l'inscription de la Fusion subséquente au registre du commerce du Tribunal local de Munich compétent pour APD, l'Entité receveuse cessera d'exister, son actif et son passif seront transférés à APD dans leur intégralité sans liquidation.

Les parties souhaitent que la fusion (et la fusion subséquente) prenne effet à la fin du mois d'août 2025. Une date d'achèvement antérieure ou postérieure est également envisageable, car elle dépend de la durée d'examen de la fusion et de la fusion subséquente par le registre du commerce.

3. SECTION SPÉCIFIQUE À L'EMPLOYÉ

La section consacrée aux salariés a pour objet de présenter les effets de la fusion et de la fusion subséquente sur les salariés des parties.

3.1 Effets de la fusion sur les relations de travail des employés des parties

Les effets de la fusion sur les relations de travail des parties et d'APD sont décrits et expliqués ci-dessous.

3.1.1 Effets de la fusion sur les relations de travail existant précédemment au sein de l'entité transférante et sur les conditions d'emploi applicables

La Fusion n'a aucun effet sur les employés de l'Entité transférante et sur leurs relations de travail (à l'exception du changement d'employeur). Il n'est pas prévu que la Fusion entraîne des changements dans les conditions d'emploi existantes de l'Entité transférante. Conformément aux articles 2(1)(a) et 4 du décret présidentiel no. 178/2002 ("Mesures relatives à la sauvegarde des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements, conformément à la directive 98/50/CE du Conseil"), tel qu'en vigueur, la Fusion de l'Entité transférante entraînera le transfert de plein droit de tous les droits et obligations découlant des contrats de travail des travailleurs de l'Entité transférante à l'Entité bénéficiaire.

A la Date d'Exécution, toutes les relations de travail de l'Entité transférante, avec tous les droits et obligations, sont donc automatiquement transférées à l'Entité bénéficiaire. Les dispositions conventionnelles individuelles ainsi que les conventions collectives de travail applicables et les autres accords d'entreprise, les engagements, les règlements et les droits acquis continueront de s'appliquer aux employés transférés après la fusion.

Aucune mesure de réduction du personnel, aucune mesure affectant le statut des employés, aucun changement opérationnel, aucun transfert ou aucune réorganisation n'est prévu dans le cadre de la Fusion. accords d'entreprise ou les conventions collectives applicables à l'Entité cessionnaire ne s'appliqueront pas aux relations de travail des employés de l'Entité transférante après la Fusion. L'Entité Bénéficiaire sera responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment du transfert de l'entreprise (c'est-à-dire Date de Réalisation), conformément aux articles 305 (2) phrase 1, 20 (1) no. 1 UmwG et à l'article 4 (1) du Décret Présidentiel Grec no. 178/2002. L'Entité transférante n'est plus responsable puisqu'elle cesse d'exister, conformément aux articles 305 (2) phrase 1 et 20 (1) no. 2 UmwG.

3.1.2 Effets de la fusion sur les relations de travail déjà au sein de l'entité recevante et sur les conditions d'emploi applicables

La fusion n'aura aucun effet sur relations de travail existantes avec employés de l'entité bénéficiaire. En particulier, aucun licenciement n'est prévu à la suite de la fusion. La Fusion n'entraînera aucune modification des conditions d'emploi existantes au sein de l'Entité bénéficiaire. En particulier, les conditions de travail contractuelles individuelles, y compris les pratiques de l'entreprise et les engagements globaux, restent inchangées par la fusion.

Les compétences du comité d'entreprise européen et du comité d'entreprise de groupe existant chez Alli- anz SE ne sont pas affectées par la Fusion. Les comités d'entreprise locaux et les autres organes de représentation des travailleurs existant au sein de l'Entité bénéficiaire ne seront pas affectés par la Fusion. Il en va de même pour les accords d'entreprise conclus entre les représentants des travailleurs et l'Entité bénéficiaire.

Les pensions d'entreprise et les droits à pension d'entreprise des salariés employés ou anciennement employés par l'Entité Bénéficiaire ne seront pas non plus affectés par la Fusion.

Comme l'Entité transférante, l'Entité réceptrice n'a pas de conseil de surveillance codéterminé par les salariés et n'est soumise à aucune règle de codétermination. Une négociation sur la future codétermination des salariés de l'Entité réceptrice n'est pas nécessaire. Les exigences de la section 5 de la loi allemande sur la co-détermination des salariés dans les fusions transfrontalières (*Gesetz über die Mitbestimmung der Arbeitnehmer bei einer grenzüberschreitenden Verschmelzung - MgVG*) ne sont pas remplies. Les exigences de l'article 5 de la loi allemande sur la codétermination des salariés dans les fusions transfrontalières ne seront pas non plus satisfaites à la suite du transfert de salariés dans le cadre d'autres fusions transfrontalières à mettre en œuvre en 2025, que ces transferts aient lieu avant ou après la réalisation de la fusion, étant donné que les salariés transférés sont employés en dehors de l'Allemagne dans des entités dépourvues de toute règle de codétermination applicable dans les juridictions étrangères respectives.

3.2 Effets de la fusion ultérieure sur les relations de travail des employés des parties et sur les conditions d'emploi applicables

Lorsque la fusion subséquente prend effet, toutes les relations de travail de l'entité bénéficiaire, y compris les (anciens) employés de l'entité transférante, avec tous les droits et obligations, sont automatiquement transférées à APD et attribuées à la branche respective d'APD. Le transfert n'aura aucun effet sur les dispositions contractuelles individuelles ainsi que sur les autres accords d'entreprise, les engagements, les réglementations et les droits acquis ou les conditions d'emploi des employés transférés. Ceux-ci continueront à s'appliquer sans changement au sein d'APD.

Toutes les obligations découlant des régimes de retraite d'entreprise et des prestations connexes, ainsi que les droits aux régimes de retraite d'entreprise et aux prestations connexes des salariés employés ou anciennement employés par l'entité bénéficiaire seront transférés à APD dans le cadre de la fusion subséquente.

Conformément aux lois locales respectives, APD est responsable sans limitation de toutes les obligations, y compris les arriérés, découlant des relations de travail transférées à partir du moment où la fusion subséquente prend effet. À partir de ce moment l'entité bénéficiaire ne sera plus responsable puisqu'elle cessera d'exister (article 20 (1) n° 2 de l'UmwG).

Aucune mesure de réduction du personnel, de changement opérationnel, de transfert ou de réorganisation n'est prévue dans le cadre de la fusion ultérieure.

Les comités d'entreprise locaux et les autres organes de représentation des salariés qui existent au sein de l'entité bénéficiaire continueront d'exister au sein d'APD après fusion subséquente, sans aucun changement. Tout accord d'entreprise d'APD conclu avec le comité d'entreprise général d'APD dans le cadre de ses responsabilités conformément à l'article 50 (1) de la loi allemande sur les comités d'entreprise (*Betriebsverfassungsgesetz - BetrVG*) s'appliquera aux employés de l'Entité cessionnaire employés en Allemagne. Cette disposition ne s'applique pas si un tel accord d'entreprise est limité à certaines activités commerciales d'APD ou si des dispositions collectives ou individuelles prépondérantes s'appliquent. Les accords d'entreprise locaux ou les conventions collectives en vigueur chez APD ne s'appliqueront pas aux relations de travail des employés de l'entité absorbante après la fusion subséquente. Les compétences du comité d'entreprise européen et du comité de groupe restent inchangées. Les accords de groupe existants restent en vigueur.

3.3 Pas de changements significatifs dans l'implantation des succursales et des activités commerciales des parties

Les activités commerciales de l'Entité transférante ne changeront pas du fait de Fusion. Aucune opération ou partie des opérations de l'Entité transférante ne sera modifiée ou restreinte sur le plan organisationnel dans le cadre de la Fusion. Le lieu de travail des employés de l'Entité transférante restera le même et ils continueront à opérer de la même manière qu'avant la Fusion.

Il est prévu qu'au cours de l'été 2025, tous les employés de l'entité requise et d'APD actuellement employés à la Bahnhofstrasse 16, 85609 Aschheim, Allemagne, déménageront. Il est prévu que ces employés travaillent à l'avenir à Dieselstraße 6 - 8, 85774 Unterföhring. Ceci est basé sur une décision commerciale distincte de l'Entité bénéficiaire et d'APD et est planifié indépendamment de la Fusion et de la Fusion subséquente. Les structures opérationnelles de l'activité commerciale à Atelierstraße 14, 81671 Munich, Allemagne, resteront et ne seront soumises à aucun changement.

La Fusion a, pour l'Entité réceptrice, les effets globalement décrits sur la succursale grecque de l'Entité réceptrice. La fusion elle-même n'est pas censée entraîner d'autres changements significatifs dans la localisation des succursales, des activités et du lieu de travail des parties.

La fusion subséquente a les effets décrits pour APD sur la branche grecque d'APD. Il n'est pas prévu que la fusion subséquente entraîne d'autres changements à cet égard.

3.4 Effets de la fusion et de la fusion ultérieure sur les relations de travail, les conditions d'emploi et les sites des filiales des parties et d'APD

L'entité transférante n'a pas de filiales.

L'Entité transférante est une filiale de l'Entité bénéficiaire. La Fusion et la Fusion subséquente ont les effets décrits sur l'Entité transférante. L'Entité bénéficiaire a une deuxième filiale, Neoasistencia Manoteras, S.L.U. (Espagne). La Fusion n'a pas d'effets sur les relations de travail, les conditions d'emploi ou les sites de cette filiale. Toutefois, il est prévu que Neoasistencia Manoteras, S.L.U. soit également fusionnée avec l'Entité bénéficiaire parallèlement à la présente Fusion. Il est donc prévu que les employés de Neoasistencia Manoteras, S.L.U. sera également transférée à APD dans le cadre de la fusion ultérieure.

APD a deux filiales, RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH. RehaCare GmbH Gesellschaft der medizinischen und beruflichen Rehabilitation et Mondial Kundenservice GmbH resteront des filiales d'Allianz Partners Deutschland GmbH après la fusion subséquente. On ne s'attend pas à ce que la fusion elle-même ou fusion subséquente ait un quelconque effet sur ces filiales ou sur les relations de travail, les conditions d'emploi ou les lieux d'implantation des filiales.

4. QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Si vous avez des questions concernant ce rapport, veuillez prendre contact avec votre interlocuteur habituel au sein du département des ressources humaines. Si vous souhaitez soumettre une déclaration au sens de l'article 310 (3) de l'UmwG, veuillez l'envoyer à "azp-transformation-taskforce@alli-anz.com" dans les plus brefs délais.

Les déclarations des organes de représentation des employés ou des employés des parties, qui ont été reçues au plus tard une semaine avant la date de l'assemblée des actionnaires de l'entité recevante, qui doit décider de l'approbation du plan de fusion, seront mises à la disposition des actionnaires de l'entité recevante par voie électronique conformément à l'article 310 (3) UmwG. L'assemblée des actionnaires aura lieu au plus tôt 6 semaines après que le présent rapport de fusion aura été mis à disposition par voie électronique.